



Non à la suppression de la redevance ! Non à l'asphyxie de l'audiovisuel public !

Gerald Darmanin, ministre des comptes publics, dont on sait qu'il est dans une recherche effrénée d'économies tous azimuts, a proposé ce matin de supprimer la redevance au prétexte que sa collecte serait rendue trop coûteuse avec la suppression de la taxe d'habitation. Un prétexte tout trouvé pour accélérer la mise à mort de l'audiovisuel public.

Alors que les besoins n'ont jamais été aussi importants pour affronter le virage numérique, garantir l'indépendance et le pluralisme de l'information contre les fake news et le complotisme ambiants et permettre au service public d'accompagner les usages, ce nouveau coup porté est irresponsable.

Alors que cette demande n'est jamais remontée dans les revendications des gilets jaunes ni dans le grand débat, le pouvoir macronien la jette en pâture à toutes les démagogues.

Une décision qui réduirait le financement de l'audiovisuel public à une simple ligne budgétaire modifiable à tout moment, selon les décisions politiques « hors sol », en dehors de toute compréhension des enjeux et des contextes.

Une logique de gribouille qui faute de savoir comment traiter techniquement un dossier répond en jetant l'audiovisuel public aux orties sans se soucier des effets à moyen et long terme sur les entreprises publiques, l'ensemble du secteur de la création.

Une catastrophe démocratique et industrielle alors qu'il est plus que temps de réfléchir à l'élargissement de la redevance à tous les supports.

On interdit à FTV de produire ses programmes en interne, on la bride sur la détention des droits, on l'ampute de ses ressources commerciales et publicitaires, on voudrait la priver de ses recettes propres alors qu'elle représente la plus grande audience journalière: quelle est la logique, pour quelle ambition ? Aucune, si ce n'est une fois de plus une grande malveillance à l'encontre de l'audiovisuel public, jugé sans doute trop indépendant par le pouvoir.

Une absence totale de vision stratégique : au moment où Apple, Google, Amazon et autres GAFAN s'apprêtent à s'imposer via des abonnements en matière d'informations et de contenus, l'actionnaire public est dépouillé

Quel dessein caché ? affaiblir une nouvelle fois le service public et répondre à l'affaiblissement des groupes privés Français, TF1 et M6 en particulier ?

Le simulacre macronien saison 2 bat son plein: l'hôpital, les fonctionnaires, les enseignants et l'audiovisuel public... Tous les attributs du vivre ensemble sont passés à la moulinette des nettoyeurs de Bercy. ça suffit! L'audiovisuel public n'est pas un hochet avec lequel on peut jouer en cette période de démocratie fragilisée.

La CGT de FTV, avec la fédération du spectacle CGT, appelle à la mobilisation dès le 3 avril contre ce nouveau coup porté à notre bien commun.

Paris, le 29 mars 2019